

Processus de consultation/de préparation du Rapport national de surveillance du suivi de la Déclaration d'engagement sur le VIH/SIDA

1) Quelles institutions/entités ont été chargées de remplir les formulaires des indicateurs ?

- a) Conseils nationaux SIDA ou organismes équivalents Oui Non
b) PNLS Oui Non
c) Autres Oui Non
(Prière de préciser) **Institut Haïtien de l'Enfance (IHE)**

2) A partir de données venant de

Ministères :

- Education Oui Non
Santé Oui Non
Emploi Oui Non
Affaires étrangères Oui Non
Autres Oui Non
(Prière de préciser)

- Organisations de la société civile Oui Non
Personnes vivant avec le VIH/SIDA Oui Non
Secteur privé Oui Non
Organismes des Nations Unies Oui Non
Organismes bilatéraux Oui Non
ONG internationales Oui Non
Autres Oui Non
(Prière de préciser) **Base de données d'enquête nationales**

3) Le rapport a-t-il été discuté lors d'un forum élargi ? Oui Non

Le rapport a été distribué pour avis et commentaires aux décideurs du Ministère de la Santé Publique et de la Population, et aux membres du Groupe thématique onusien sur le VIH/SIDA et du Groupe technique du Groupe thématique.

4) Les résultats des enquêtes sont-ils conservés de manière centralisée ? Oui Non

5) Le public peut-il consulter ces données ? Oui Non

Nom / titre : Raúl Boyle, Coordonnateur du Programme ONUSIDA en Haiti

Date : 7 mai 2003

Signature :

Annexe 2

Questionnaire sur l'Indice composite des politiques nationales

Plan stratégique

1. Votre pays a-t-il élaboré des stratégies multisectorielles pour combattre le VIH/SIDA ?
(Les stratégies multisectorielles doivent inclure les secteurs de la santé, de l'éducation, de l'emploi et de l'agriculture, mais ne sont pas limitées à ceux-ci.)

Oui ✓	Non	N/D
Commentaires :		
Ceci ressort clairement dans le Plan Stratégique National 2002-2006. De plus, le Ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports a déjà élaboré son propre plan sectoriel.		

2. Votre pays a-t-il intégré la question du VIH/SIDA dans ses programmes de développement général (tels que les programmes pour le développement national, le Cadre d'Aide au Développement des Nations Unies, les Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté et le Bilan commun des pays) ?

Oui ✓	Non	N/D
Commentaires :		
Le Cadre d'Aide au Développement des Nations Unies. D'autres secteurs du gouvernement – à part la Santé et l'Education – doivent s'impliquer beaucoup plus dans la lutte contre le SIDA.		

3. Votre pays dispose-t-il d'un organe multisectoriel, national et fonctionnel de coordination/de gestion des questions liées au VIH/SIDA ? (Un tel organe doit avoir un mandat ou équivalent, des critères d'adhésion définis, des plans d'action et une dotation en personnel, et s'être réuni au moins une fois au cours des 12 derniers mois.)

Oui ✓	Non	N/D
Commentaires :		
L'Unité Centrale de Coordination est encore faible et elle a besoin de se structurer et de disposer des ressources nécessaires pour pouvoir remplir sa fonction. Une évolution positive en ce sens est attendue en 2003.		

4. Votre pays dispose-t-il d'un organe national et fonctionnel en charge de la question du VIH/SIDA qui assure la promotion d'une interaction entre le gouvernement, le secteur privé et la société civile ? (Un tel organe doit avoir un mandat ou équivalent, des critères d'adhésion définis, des plans d'action et une dotation en personnel, et s'être réuni au moins une fois au cours des 12 derniers mois.)

Oui ✓	Non	N/D
Commentaires :		
Dans le cadre du projet du Fond Mondial il a été mis sur pied le CCM. Le CCM est très actif.		

5. Votre pays dispose-t-il d'un organe fonctionnel en charge de la question du VIH/SIDA qui aide à la coordination des organisations de la société civile ? (Un tel organe doit avoir un mandat ou équivalent, des critères d'adhésion définis, des plans d'action et une dotation en personnel, et s'être réuni au moins une fois au cours des 12 derniers mois.)

Oui	Non ✓	N/D
Commentaires :		

6. Votre pays a-t-il évalué l'impact du VIH/SIDA sur sa situation socioéconomique à des fins de planification ?

Oui	Non ✓	N/D
Commentaires :		

7. Votre pays dispose-t-il d'une stratégie qui traite les questions en rapport avec le VIH/SIDA au sein de ses services nationaux du personnel en uniforme, y compris les forces armées et les forces civiles de défense ?

Oui	Non ✓	N/D
Commentaires :		
Cependant, il est à signaler que des activités de sensibilisation sont entreprises pour la Police nationale.		

Prévention

1. Votre pays dispose-t-il d'une politique ou d'une stratégie générale de promotion de l'information, de l'éducation et de la communication (IEC) sur le VIH/SIDA ?

Oui ✓	Non	N/D
Commentaires :		
Oui, grace au dynamisme de CECOSIDA et à la collaboration de la corporation des journalistes et de PANOS.		

2. Votre pays dispose-t-il d'une politique ou d'une stratégie de promotion d'une éducation pour la santé sexuelle et reproductive destinée aux jeunes ?

Oui ✓	Non	N/D
Commentaires :		
Initiée par le Ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports, dans le cadre d'un programme de santé familiale, cette politique est appelée à se renforcer avec la mise en branle du Plan Stratégique Sectoriel de l'Education pour la Lutte contre le VIH/SIDA.		

3. Votre pays dispose-t-il d'une politique ou d'une stratégie de promotion de l'IEC et d'autres interventions de santé destinées à des groupes dont les taux d'infection à VIH sont élevés ou en augmentation ? (Ces groupes incluent mais ne sont pas limités aux CDI, HSH, professionnel(le)s du sexe, jeunes, populations mobiles et détenus.)

Oui	Non ✓	N/D
Si oui, prière de donner la liste des groupes :		
Commentaires :		
Les décideurs sont néanmoins sensibilisés sur la question.		

4. Votre pays dispose-t-il d'une politique ou d'une stratégie de promotion de l'IEC et d'autres interventions de santé destinées aux migrants transfrontaliers ?

Oui	Non ✓	N/D
Commentaires :		
En cours d'élaboration.		

Droits de la personne

1. Votre pays dispose-t-il de lois et de réglementations qui protègent contre la discrimination des personnes vivant avec le VIH/SIDA (telles que des dispositions générales non discriminatoires et des dispositions axées sur la scolarisation, le logement, l'emploi, etc.) ?

Oui	Non ✓	N/D
Commentaires :		
Un projet de loi sur le VIH/SIDA a été préparé par le Sénat. Il a été le point de départ pour la préparation en cours d'un projet plus complet avec la participation de plusieurs secteurs gouvernementaux et non gouvernementaux.		

2. Votre pays dispose-t-il de lois et de réglementations qui protègent contre la discrimination de groupes de personnes recensés comme particulièrement vulnérables au VIH/SIDA (c'est-à-dire, des groupes tels que les CDI, les HSH, les professionnel(le)s du sexe, les jeunes, les populations mobiles et les détenus) ?

Oui	Non ✓	N/D
Si oui, prière de donner la liste des groupes :		
Commentaires :		
Un projet de loi sur le VIH/SIDA a été préparé par le Sénat. Il a été le point de départ pour la préparation en cours d'un projet plus complet avec la participation de plusieurs secteurs gouvernementaux et non gouvernementaux.		

3. Votre pays dispose-t-il d'une politique qui assure aux hommes et aux femmes un accès équitable à la prévention et aux soins, avec l'accent sur les populations vulnérables ?

Oui	Non ✓	N/D
Commentaires :		
C'est un problème complexe lié à l'offre insuffisante des services d'une manière générale et aux inéquités retrouvées dans la société haïtienne, inéquités qui ont des racines profondes.		

4. Votre pays dispose-t-il d'une politique qui garantit que les protocoles de recherche sur le VIH/SIDA impliquant des sujets humains sont examinés et approuvés par un comité d'éthique ?

Oui ✓	Non	N/D
Commentaires :		
Les institutions impliquées dans la recherche font obligatoirement appel à des comités d'éthique internationaux (vu leurs relations avec les universités étrangères) et aussi au comité d'éthique national, comme réclamé par le Ministère de la Santé Publique et de la Population.		

Soins et appui

1. Votre pays dispose-t-il d'une politique ou d'une stratégie de promotion des soins et d'un appui complets pour le VIH/SIDA, avec l'accent sur les groupes vulnérables ? (Les soins complets incluent mais ne sont pas limités au CTV, à la prise en charge psychosociale, à l'accès aux médicaments et aux soins à domicile et communautaires.)

Oui ✓	Non	N/D
<p>Selon le Plan Stratégique National 2002-2006, deux groupes sont prioritaires et devraient bénéficier des activités clé suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Jeunes (information appropriée sur l'adolescence, la sexualité, sur la vulnérabilité en matière d'IST-VIH/SIDA, sur l'importance de l'initiation sexuelle tardive ; dépistage et traitement des IST ; protection juridique). - Femmes (amélioration du niveau de scolarisation et de formation ; renforcement de la capacité économique ; Planification Familiale ; protection contre le viol et la violence). 		
<p>Commentaires :</p> <p>Les autres groupes vulnérables ont été identifiés mais il n'a pas encore été clairement défini une politique et des stratégies les concernant. Par ailleurs, même pour les femmes et les jeunes, la mise en œuvre des stratégies est encore timide. Il est à espérer qu'avec la mise en œuvre du projet du Fonds Mondial et des autres projets de lutte contre le SIDA que ces stratégies seront mises en pratique pleinement.</p>		

2. Votre pays dispose-t-il d'une politique ou d'une stratégie qui garantit ou améliore l'accès aux médicaments liés au VIH/SIDA, avec l'accent sur les groupes vulnérables ? (Les médicaments liés au VIH/SIDA incluent les antirétroviraux et les médicaments pour la prévention et le traitement des infections opportunistes et les soins palliatifs.)

Oui ✓	Non	N/D				
<p>Si oui, prière de dresser la liste</p> <table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="width: 50%; border: none;">des groupes :</td> <td style="width: 50%; border: none;">des produits :</td> </tr> <tr> <td style="border: none;"> <ul style="list-style-type: none"> - femmes enceintes séropositives femmes violées </td> <td style="border: none;"> <ul style="list-style-type: none"> PTME Prise en charge médicale et psychologique </td> </tr> </table>			des groupes :	des produits :	<ul style="list-style-type: none"> - femmes enceintes séropositives femmes violées 	<ul style="list-style-type: none"> PTME Prise en charge médicale et psychologique
des groupes :	des produits :					
<ul style="list-style-type: none"> - femmes enceintes séropositives femmes violées 	<ul style="list-style-type: none"> PTME Prise en charge médicale et psychologique 					
<p>Commentaires :</p> <p>Cependant, il faut reconnaître que la couverture est nettement insuffisante. Avec la mise en œuvre du projet du Fond Mondial, du projet VCT de l'USAID, du projet PALIH de l'ACDI et de l'initiative du Président Bush pour le Caraïbes, ces programmes seront appelés à améliorer leur couverture.</p>						

3. Votre pays dispose-t- d'une politique ou d'une stratégie qui traite les besoins supplémentaires des orphelins et des autres enfants vulnérables ?

Oui	Non ✓	N/D
<p>Commentaires :</p> <p>Des efforts sont faits en particulier par l'UNICEF pour le développement de telles politiques et stratégies. La Présidente du CCM est particulièrement sensibilisée sur la question des enfants en domesticité. En effet, la Première Dame vient de terminer un livre sur la domesticité des enfants (<i>l'Enfant en Domesticité en Haïti : produit d'un fossé historique</i>). Il est à espérer que la publication de ce livre, à coté des initiatives de la Fondation Maurice Sixto permettront de sensibiliser les décideurs sur la question.</p>		

Annexe 4

SUIVI ET EVALUATION

Les données suivantes donnent un aperçu sur le système de Suivi et Evaluation (S&E) dans le pays:

1. Existence d'un plan national de S&E: Non
2. Existence d'un Budget national pour le S&E: Non
3. Montant fourni à ce jour: Non applicable
4. Existence d'une Unité S&E VIH/SIDA

Au niveau du Conseil National VIH/SIDA: Non

Au niveau du Ministère de la Santé/UCC: oui dans l'organigramme, mais non encore fonctionnel

Au niveau des ONGs: Institut Haïtien de l'Enfance (IHE)

5. Point focal S&E VIH/SIDA au sein du Gouvernement: non encore identifié

6. Existence de systèmes d'information:

Système d'information sanitaire

au niveau national: en voie de formation mais non encore fonctionnel

au niveau départemental: en voie de consolidation

Système d'information pour l'Education :

au niveau national: en voie de formation

au niveau départemental: en voie de formation

Commentaires:

En réalité, il faut faire ressortir que la plupart des projets comme celui du Fond Mondial, la mise en place des CDV et de la PTME prévoit des activités de Suivi et d'Evaluation et les fonds nécessaires pour les mener. Leur réalisation permettra dans l'ensemble d'obtenir des informations concernant la déclaration d'engagement sur le VIH/SIDA (UNGASS) signée en juin 2002 à New York aux Nations Unies.

A signaler cependant, que le projet du Fond Mondial a une approche beaucoup plus orientée vers l'évaluation des résultats obtenus ("milestones") que vers celle de l'atteinte des objectifs relatifs au Plan Stratégique National.

La sensibilisation des bailleurs de fonds ainsi que des intervenants sur l'importance des indicateurs proposés par l'UNGASS pourrait rectifier le tir. Déjà, l'IHE est favorable à l'idée de travailler directement avec l'Unité Centrale de Coordination, ce qui serait bénéfique à cette Unité compte tenu de son expertise dans le domaine du Suivi et de l'Evaluation.